



Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing

Lettre d'Information OBA de WIEGO

Une newsletter aux organisations de travailleurs informels basées sur leurs adhérents (OBA)

Février 2018

Salut chers amis et collègues!

Comme toujours, nous espérons que vous aurez du plaisir à lire ce bulletin WIEGO aux organisations de base. Nous aimerions aussi savoir ce qu'il y a de neuf de votre côté ! Si vous avez des questions ou des commentaires à propos de ce bulletin, ou encore, si vous souhaitez proposer des articles en vue du prochain numéro, veuillez écrire à la coordinatrice, Megan MacLeod, à l'adresse megan.macleod@wiego.org.

Nous contacter à WIEGO!

Courriel :
Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (WIEGO) Limited
79 JFK Street #32,
Cambridge, MA 02138 USA
Tel.: 1-617-496-7037
Email: wiego@wiego.org
Web: www.wiego.org
Facebook:
[facebook.com/wiegoglobal](https://www.facebook.com/wiegoglobal)
Twitter: [@wiegoglobal](https://twitter.com/wiegoglobal)

Quoi de neuf à WIEGO?

Cliquer ici pour obtenir un lien vers nos activités et nos événements [récents](#) et à [venir](#) (en anglais)!

Assemblée générale WIEGO 2018

Le Conseil de WIEGO vient d'annoncer les dates de sa prochaine Assemblée générale (AG), soit du 11 au 14 novembre 2018. Organisée tous les quatre ans, l'AG de WIEGO rassemble des femmes leaders des organisations de base, des activistes, des chercheuses et des décideurs dans le but d'échanger leurs expériences et connaissances, d'établir des priorités et les questions principales et d'examiner les activités passées ainsi que les projets futurs de WIEGO. Parallèlement, cet événement vise également à renforcer le réseau WIEGO. Pour en savoir plus, veuillez consulter [la page dédiée à l'AG sur le site web de WIEGO](#).

Victoire des récupérateurs et récupératrices de matériaux à Popayán, Medellín et Montería : leur service est rémunéré

Par Federico Parra

Les membres de quatre organisations de récupérateurs à Medellín, Popayán et Montería — RECIMED (Coopérative polyvalente des recycleurs de Medellín) et ARRECICLAR (Association des recycleurs d'Antioquia) à Medellín ; AREMARPO (Association des récupérateurs de matériaux recyclables de Popayán) à Popayán ; et COOPRECORDOBA (Coopérative des recycleurs de Córdoba) à Montería* — ont reçu leur premier paiement pour la prestation des services de collecte, de transport et de recyclage de matériaux. Ce paiement sera versé tous les mois à plus de 850 hommes et femmes membres de ces organisations de récupérateurs.

Cet exploit a été réalisé grâce aux poursuites en justice engagées par Asociación Cooperativa de Recicladores de Bogotá (ARB) pour faire valoir leurs droits et qui a abouti à sept arrêts de la Cour constitutionnelle de Colombie en faveur des récupérateurs de matériaux. Les décisions de la Cour constitutionnelle, ainsi que ses ordonnances, enjoignent aux municipalités et aux autorités

nationales de mettre en place les garanties nécessaires à la transition effective et sécurisée des récupérateurs vers la formalisation. Plus particulièrement, la Cour ordonne que :

1. tous les récupérateurs (organisés ou non) aient accès à des matières recyclables pendant la transition vers la formalisation (peu importe le temps qu'elle requiert) ;
2. que de véritables programmes de soutien technique, organisationnel et administratif soient créés en accord avec les exigences que les récupérateurs doivent satisfaire ;
3. que les récupérateurs soient en mesure de poursuivre leur travail dans cette profession et de remonter dans la chaîne de valeur.

Pour en savoir plus sur l'histoire de la lutte des récupérateurs à Bogotá, en Colombie, lisez :

- ARB : [Fighting for An Inclusive Model for Recycling in Bogota](#) (La lutte pour un modèle de recyclage inclusif à Bogota).
- Blog : « [Inclusive recycling with waste pickers in Medellín?](#) » (Le recyclage à Medellín est-il ouvert aux récupérateurs de matériaux ?) et « [Waste pickers in Medellín, Popayán, and Montería receive their first payment as recycling public service providers](#) » (Les récupérateurs de matériaux de Medellín, Popayán et Montería reçoivent leur premier paiement en tant que fournisseurs de services publics de recyclage).

* Le paiement a également été négocié avec succès dans la municipalité de Diutama.

**NUESTRO
TRABAJO ES UN
SERVICIO**



NOTRE TRAVAIL EST UN SERVICE. Matériel promotionnel reconnaissant aux récupérateurs de matériaux la qualité de prestataires de services publics. Produit par l'ANR et WIEGO

Rapport de Bangkok

Par Sarah Reed Orleans

Une étude intitulée « Informal Workers in Bangkok: A Scan of Four Occupational Sectors » (travailleurs de l'informel à Bangkok : une analyse de quatre secteurs professionnels), parue récemment, s'est fondée sur les indications recueillies au cours d'une série d'entrevues de focus groups pour comprendre le rôle que jouent les travailleurs domestiques, les travailleurs à domicile, les chauffeurs de moto-taxi et les vendeurs de rue, hommes et femmes, dans la ville et la fédération qu'ils ont formée pour se battre en faveur d'un développement urbain inclusif. WIEGO, en partenariat avec HomeNet Thailand (HNT), a initié la recherche après le lancement du projet Bangkok Ville focale, qui s'appuie sur les travaux antérieurs que HNT et WIEGO avaient menés sur le développement urbain inclusif avec des travailleurs de l'informel à Bangkok.

Vers la fin de l'année dernière, quatre organisations de base, chacune représentant l'un des quatre secteurs visés par l'étude, ont décidé de se regrouper pour former une fédération, connue aujourd'hui sous le nom de la [Federation of Informal Workers](#) (Fédération des travailleurs/-euses de l'informel) ou FIT Thailand. Dans son développement, l'étude se propose d'aider les dirigeant(e)s de la FIT à comprendre les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs dans ces quatre secteurs à Bangkok et de fournir un ensemble de données probantes pour soutenir les efforts de plaidoyer de la FIT. Les leaders ont encouragé les chercheurs à se pencher sur les obstacles aux moyens de subsistance dans chaque secteur, les difficultés d'accès aux services de santé et au logement urbain et la relation entre les travailleurs informels et les institutions de la ville.

Pour lire l'étude complète, cliquez [ici](#).

Lancement de Campagne de Garde d'enfants

Par Rachel Moussie

En juillet 2017, WIEGO a lancé une campagne mondiale appelant à des services publics de garde d'enfants de qualité pour les travailleurs de l'informel. La campagne a été développée avec des organisations de base (OB) telles que HomeNet Thailand et SEWA sur la base des demandes émanant des travailleuses de l'informel. Cette campagne attire l'attention sur le fait que le manque de services de garde d'enfants de qualité entraîne une perte de revenu pour les travailleuses du secteur informel et met en péril leur santé et leur bien-être, ainsi que ceux de leurs enfants. La campagne prend différentes formes dans le monde entier. Au **Ghana**, WIEGO a soutenu IHVAG et GATA – représentant les vendeurs de rue et les commerçants de marché à Accra – pour se rassembler et présenter une campagne au niveau de la ville pour plus de centres de garde d'enfants sur les marchés. Il existe déjà un [bon exemple de centre de garde d'enfants au marché de Makola](#) à Accra géré par l'association des commerçants du marché qui pourrait être reproduit sur d'autres marchés avec le soutien du gouvernement et de la municipalité. En Inde, le Forum pour les crèches et la garde d'enfants (FORCES) et la SEWA lancent une campagne nationale pour la garde d'enfants. FORCES représente plus de 400 organisations de défense des droits des enfants, des droits des femmes et de travailleurs, comme SEWA et NAS-VI, et cherche à promouvoir des services publics de garde d'enfants holistiques de qualité ouverts toute la journée pour correspondre aux horaires des travailleurs informels. À Delhi, une première consultation a été organisée avec les OB des secteurs du travail à domicile, construction, domestique, vente de rue et recyclage pour les impliquer dans la campagne et explorer des politiques au niveau de la ville à l'appui des services de garde d'enfants adaptés aux besoins des travailleurs et travailleuses. Des réunions similaires ont eu lieu avec des OB à Mexico et avec MUFIS au Malawi.

En novembre, WIEGO en collaboration avec FES Afrique du Sud a co-organisé une réunion mondiale sur les services de garde d'enfants réunissant des OB d'Afrique du Sud, du Ghana, de Thaïlande et du Pérou aux côtés des fédérations syndicales internationales (CSI, ISP, UITA) et des agences des Nations unies, comme l'UNICEF et l'OIT. La réunion s'est tenue à Durban, en Afrique du Sud, où les participants ont pris connaissance des besoins spécifiques en matière de garde d'enfants des commerçants opérant à Warwick Junction représentés par SASEWA, Umbumbano et SAIWA. Nous avons discuté des stratégies de campagne et élaboré des plans pour faire avancer la campagne, que ce soit à l'échelle de la ville ou au niveau national. En Afrique du Sud, par exemple, les OB ont discuté des possibilités de promouvoir de meilleurs services de garde à travers les négociations en cours sur la mise en œuvre de la Recommandation 204, où la garde d'enfants est spécifiquement mentionnée comme une protection sociale essentielle pour les travailleurs de l'informel. Les notes finales de la réunion peuvent être consultées [ici](#).



Un récupérateur de Johannesburg tient sa pancarte de protestation. Crédit photo : WIEGO

Si vous souhaitez en savoir plus sur la campagne, les matériaux de la campagne peuvent être téléchargés en anglais, français, espagnol, portugais, thaï, hindi et zoulou à l'adresse <http://www.wiego.org/wiego/wiego-child-care-campaign>. WIEGO appelle tous les OB intéressées à joindre la campagne en envoyant une copie du logo de votre organisation à childcare@wiego.org pour l'ajouter au site web de la campagne. Le plus d'OB montreront leur soutien, plus forte sera notre demande collective de services publics de garde d'enfants de qualité pour tous les travailleurs et travailleuses !

Victoire de Johannesburg dans la lutte contre la privatisation

Par Carlin Carr

Le 13 juillet 2017, des centaines de récupérateurs et récupératrices de l'informel de Johannesburg sont descendus dans les rues pour protester contre une décision municipale qui pourrait les mettre au chômage du jour au lendemain.

La marche faisait suite à la décision de Pikitup, entreprise publique, prestataire officiel de services de gestion des déchets de la ville de Johannesburg, d'externaliser aux entreprises privées les services de triage à la source des déchets recyclables. Les nouveaux contrats de triage à la source sont entrés en vigueur le 1er juillet 2017, sans aucune consultation entre-temps. Les récupérateurs ont réagi en organisant une campagne, assortie de manifestations publiques et d'interventions dans les médias, pour attirer l'attention sur leur lutte.

Une longue lutte pour la reconnaissance

Les récupérateurs de matériaux intercédent auprès de Pikitup et de la ville de Johannesburg depuis septembre 2016. De fait, c'est à cette date qu'ils ont appris qu'un appel d'offres avait été lancé aux entreprises privées en vue de confier aux soumissionnaires retenus la séparation à la source dans les quartiers à haut revenu. Soutenus par WIEGO et l'Association des récupérateurs de l'Afrique du Sud (SAWPA), les récupérateurs ont écrit des lettres à Pikitup, demandant aux responsables de leur divulguer leurs intentions et d'en discuter avec eux.

(Suite à la page 2)

Négociations et concertations collectives à Bangkok

Pendant Du 13 au 15 octobre 2017, les dirigeant(e)s de la Fédération des travailleurs et travailleuses de l'informel (FIT) Thaïlande, qui représente quatre secteurs professionnels (travail à domicile, travail domestique, vente de rue et chauffeurs de moto-taxi) se sont réunis à Bangkok, en Thaïlande, pour des séances de formation à la négociation et à la concertation collective.

Menées par Jane Barrett de WIEGO, les séances de formation, qui visaient à améliorer les compétences de négociation des travailleurs et travailleuses de l'informel, ont porté notamment sur les marches à suivre, à savoir comment faire participer tous les membres au processus de négociation ; comment assurer le suivi des négociations ; comment rédiger un accord pour consolider ce qui a été convenu ; et comment faire respecter les accords négociés. Parallèlement, les séances ont permis de développer la confiance des participant(e)s afin de pouvoir partager les leçons apprises avec d'autres leaders de leur organisation.

Pour en apprendre davantage, cliquez [ici](#).

(Suite de la page 2)

En l'absence de réponse, les récupérateurs et récupératrices de Johannesburg, s'organisant dans les rues et sur les sites d'enfouissement, ont tenu des réunions de masse pour élire un comité représentatif pour continuer à intercéder auprès de la ville afin d'interrompre la nomination d'entreprises privées. Ils ont également élaboré une liste de revendications, y compris leur droit au travail, la suspension des contrats privés, la prise en compte de leurs besoins dans la planification future et la mise en place d'installations leur permettant de fournir leurs services efficacement.

Leurs efforts ont porté fruit et leur combat a abouti à une grande victoire : le directeur général de Pikitup, Lungile Dhlamini, a mis un terme à la signature de nouveaux contrats et a reconnu que les récupérateurs étaient des acteurs principaux de l'économie des déchets de la ville. Il a également proposé d'établir un forum de récupérateurs sous Pikitup et a prévu un atelier initial le 10 août pour entamer le processus de dialogue structuré. En fait, le directeur général lui-même a dirigé l'atelier. Le renversement de la situation a confirmé chez les récupérateurs de Johannesburg la justesse de leur lutte pour la reconnaissance en tant que pionniers de l'industrie du recyclage des déchets.

Pour en savoir plus, voir ce qui suit :

- Lisez cet article, complet, sur le blog de WIEGO : « [Joburg's win victory in the fight against privatization](#) » (Victoire de Johannesburg dans la lutte contre la privatisation).
- [Écoutez une interview radiophonique](#) avec Vanessa Pillay de WIEGO, Eva Mokoena d'Orange Farm et Steven Leeu de Newtown sur la situation à Johannesburg.
- En apprendre plus sur les [modèles inclusifs de gestion des déchets](#).

FITD : le Comité exécutif se réunit à Cape Town, en Afrique du Sud

Par Karin Pape et Sofia Trevino

Le Comité exécutif de la [Fédération internationale des travailleuses et travailleurs domestiques](#) (FITD) a tenu sa réunion annuelle au Community House (maison commune) à Cape Town, en Afrique du Sud. L'équipe, qui comprenait des coordonnatrices régionales et des alliés stratégiques de l'UITA et de WIEGO, s'est réunie pour discuter des leçons apprises, des plans et des stratégies à poursuivre en tant que Fédération qui représente actuellement 65 organisations affiliées dans 53 pays (comptant plus de 600 000 travailleurs). En prévision du Congrès de la FITD, qui a lieu tous les cinq ans, il a été convenu que la maison commune est le lieu propice pour accueillir cet événement important en novembre 2018.

Au cours de la dernière année, la FITD a pris de l'ampleur, s'est implantée dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et a renforcé ses structures. Elle continue de travailler avec différents partenaires pour développer des



Les participant(e)s à l'atelier posent pour une photo. Crédit photo : WIEGO

ressources et des campagnes, et renforcer les organisations de travailleurs et travailleuses domestiques de même que le leadership. La FITD a reçu deux prix, le 20e prix Justice et Paix et le prix Sr. Jeanne Devos.

Dans une perspective d'avenir, la FITD entend poursuivre ses efforts pour garantir les droits des travailleuses et travailleurs domestiques. À cette fin, se prépare à participer à la Conférence internationale du travail en 2018, vu l'importance de l'élaboration des normes sur la question « Mettre fin à la violence et au harcèlement contre les femmes et les hommes dans le monde du travail ». Pour assurer un environnement de travail non violent, en particulier pour les travailleuses domestiques dans les domiciles privés, il faudra des instruments internationaux solides et la FITD est persuadée que ce défi peut être relevé au moyen d'une convention, assortie d'une recommandation. « Nous sommes une force unie et forte qui va encore une fois ébranler les fondements de l'Organisation internationale du Travail » (Myrtle Witbooi, présidente de la FITD).